

PROCÈS EN APPEL DE L'AFFAIRE DE TRAFIC DE DEVICES À HYDRA

Blanchiment d'argent et opération de swift

Le ministère public près la cour d'Alger a requis l'aggravation des peines à l'encontre des mis en cause dans l'affaire de trafic de devises d'Hydra, dont le procès en appel a eu lieu hier à la cour d'Alger. Le verdict sera connu dans une semaine.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Après deux reports de suite, le procès en appel des mis en cause dans l'affaire de trafic de devises, dont le réseau a été démantelé à Hydra sur les hauteurs d'Alger, a eu lieu hier au niveau de la cour d'Alger. Le procès en appel a eu lieu après le pourvoi interjeté simultanément par le ministère public et les avocats de la défense. Pour rappel, lors du premier procès, qui a eu lieu en août dernier au niveau du tribunal de Sidi M'hamed, des peines fermes et avec sursis, allant de 8 à 1 an de prison ferme, ont été prononcées à l'encontre des prévenus. Lors du même procès, le représentant du ministère a requis des peines très lourdes, soit vingt ans de prison ferme contre le principal mis en cause, alors que pour les autres prévenus, au nombre de dix, l'accusation avait demandé à leur encontre des peines allant de cinq à dix ans de prison ferme. Il est à noter que les chefs d'inculpation retenus à l'encontre des mis en cause sont «association de malfaiteurs, transfert illégal de capitaux, blanchiment d'argent et violation des dispositions de la loi sur la monnaie».

Cela dit, à en croire l'accusation, ce qui n'était au départ qu'une simple rumeur sur l'existence d'une filière de trafic de devises dans le quartier chic d'Hydra, sur les hauteurs d'Alger, s'est finalement avéré être une grosse affaire qui dépasse l'acte du simple change. Selon l'accusation, «l'arrière-base exerce avec un important réseau international de fuite de capitaux et

de mouvements illégaux de devises». Le réseau avait été démantelé par la Gendarmerie nationale suite à un long travail d'investigation engagé par la section de recherches (SRGN) relevant du groupement de la wilaya d'Alger. Selon les premiers éléments de l'enquête, le réseau qui était spécialisé dans la vente de téléphones mobiles et autres accessoires, sous fond de trafic de devises, disposait de ramifications en Algérie, en Europe et en Amérique.

L'enquête lancée en 2009 a permis, dans un premier temps, la découverte de dizaines de swifts prouvant le transfert de 320 milliards de centimes, soit l'équivalent de 26 millions d'euros, vers l'étranger. La perquisi-



Photo : DR

tion du magasin «spécialisé» dans la vente de téléphones portables, mais qui faisait office de bureau de change, a permis la

recupération de 50 000 euros, de 70 000 dollars américains et de 25 millions de dinars algériens. Selon les éléments de la section

de recherche de la Gendarmerie nationale, le local commercial ressemblait à une «succursale bancaire». En effet, trois machines, des compteuses de billets de banque, 2 coffres-forts pleins de dinars et de devises, un autre coffre-fort plein de swifts ont été découverts. Le transfert frauduleux de devises se faisait en direction de la Turquie, de la Tunisie et des Emirats arabes unis. L'accusation fait état également d'un large mouvement de «blanchiment d'argent». Ainsi, les sommes colossales qui ne pouvaient être transférées vers l'étranger ont toutes été «investies» en Algérie. Le blanchiment d'argent s'opérait avec l'achat de locaux commerciaux, d'appartements et de villas dans une dizaine de localités de la capitale. Les quartiers ciblés sont notamment Hydra, Ben Aknoun, Bouzaréah, Bir Mourad Raïs, Ouled Fayet et Bouchaoui.

A. B.

COUR D'ASSISES

Dix ans de prison pour l'espion égyptien

Suite au double pourvoi en cassation introduit par un ressortissant égyptien, Mohamed Ahmed Mohamed Ibrahim (27 ans), qui était accusé d'espionnage, et l'Algérienne Attout Fayrouz, poursuivie dans cette même affaire pour trahison, la cour d'assises d'Oran a eu à réexaminer cette affaire. Les deux accusés avaient écopé en 2009 respectivement de quinze et dix ans de prison ferme.

L'Egyptien travaillait chez Sub Sea Petrolio Services (SSPS), un sous-traitant de la filiale Société de gestion des terminaux d'hydrocarbures (STH) de Sonatrach, et l'Algérienne est femme au foyer.

Ce travailleur égyptien est entré en Algérie le 2 juillet 2008. Il intervenait dans les opéra-

tions de montage, entretien et réparation en milieux poreux et marin.

Les soupçons se sont vite portés sur ce plongeur qui venait tout juste de s'installer en Algérie, qui ne sortait pas de la zone industrielle d'Arzew, mais curieusement n'avait pas tardé à recevoir des colis, dont certains de Sétif.

Un agent de sécurité commença alors à se poser des questions sur cet Egyptien qui à peine trois mois après son arrivée recevait des colis d'une ville algérienne.

Le 21 octobre 2008, il envoie, par l'intermédiaire d'un chauffeur d'autobus interwilayas, un courrier à une mère au foyer résidant à Sétif. Le paquet sera intercepté. Un CD qui contient douze photos de sites stratégiques du complexe pétrochimique et des infrastructures portuaires d'Arzew. Des pho-

tos prises illégalement. Le livreur dit ignorer le contenu du paquet qu'il devait remettre à son destinataire qu'il devait contacter auparavant par téléphone. C'est grâce au numéro de téléphone que la femme sera identifiée et arrêtée. Selon les éléments de l'enquête, c'est elle qui était chargée d'acheminer les paquets vers l'Egypte.

Durant leur procès, les deux accusés n'ont pas cessé de clamer leur innocence. Hier, le parquet général avait requis «l'application stricte de la loi». Pour leur part, les avocats de la défense avaient réclamé l'acquittement pour leurs mandants pour manque de preuves.

Après délibérations, les deux accusés ont été condamnés à dix années de réclusion criminelle chacun.

Amel Bentolba

MORT DE 32 HADJIS

Ghoulamallah accuse le comité médical

Pour le ministre des Affaires religieuses, Bouabdallah Ghoulamallah, El Hadj 2011 a été un succès. Selon lui, 32 morts, 24 personnes malades rapatriées et 2 disparus ont été comptabilisés.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - La majorité des pèlerins décédés sur les lieux de pèlerinage, précise le ministre, qui s'exprimait hier à l'occasion d'une rencontre au centre de presse d'El Moudjahid, sont âgés de plus de 68 ans. Certains dépassent même les 80 ans. La plupart, selon toujours Bouabdallah Ghoulamallah, souffraient de maladies chroniques, des cas pourtant qui n'ouvrent pas droit au pèlerinage. Interrogé, le ministre dira à ce propos que c'est le comité médical qui est le premier responsable, car chaque hadji est soumis à un contrôle médical avant de se rendre sur les Lieux Saints



Bouabdallah Ghoulamallah, ministre des Affaires religieuses.

de l'Islam. «Nous avons eu plusieurs cas de ce genre, une vieille dame qui, une fois arrivée sur les lieux, nous dira qu'elle doit faire sa dialyse, une autre qui est en période de grossesse... Les médecins en charge du contrôle médical devaient signaler ces cas et ne pas les autori-

ser...», a-t-il souligné. Mais, toutefois, le ministre n'a pas précisé si une enquête sera ouverte et si les médecins qui ont délivré des attestations de bonne santé aux personnes souffrant de maladies chroniques seront sanctionnés. Hormis les 32 citoyens algériens décédés à La Mecque, le

ministre a signalé deux personnes disparues, dont ses services sont toujours à leur recherche.

Environ 24 pèlerins souffrant de quelque maladie ont, quant à eux, été rapatriés au pays, et 204 autres personnes dans le besoin, ont reçu sur place des aides, entre autres financières par le ministère des Affaires religieuses. Par ailleurs, Bouabdallah Ghoulamallah a fait savoir que la campagne Zakat de cette année a été fructueuse avec 1 milliard et 141 millions de dinars, contre 800 millions de dinars en 2010.

«Chaque année, nous enregistrons une progression dans l'adhésion des citoyens aux caisses de la Zakat dans les mosquées et je tiens à l'occasion à rassurer les Algériens qu'ils peuvent suivre l'argent qu'ils donnent jusqu'à ce qu'il soit attribué aux personnes nécessiteuses», a-t-il ajouté.

M. M.

SUR LA DEMANDE
DU MINISTÈRE
DE LA JUSTICE99 officiers
gendarmes
désignés experts
judiciaires

Selon un communiqué adressé hier à notre rédaction, la Gendarmerie nationale vient de mettre 99 officiers à la disposition du ministère de la Justice. C'est à la demande du département de Tayeb Belaïz que ces éléments, formés par l'Institut national de criminalistique et de criminologie de la Gendarmerie nationale, serviront en tant qu'experts judiciaires. Ils ont prêté serment, hier, à la cour de Blida.

Il est à signaler que ces officiers ont été formés dans différents domaines, notamment la médecine légale, biologie, toxicologie, environnement, balistique, criminologie...

M. M.